

Conseil municipal | Séance du 25 juin 2026

Extrait du registre des délibérations

**Délibération n°2026-06-25-16 | Personnel communal - Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel - Modification du règlement
Sur le rapport de Madame Anne-Emilie Ravache**

Nombre de conseiller·es en exercice : 35

Nombre de conseiller·es présent·es à l'ouverture de la séance : 30

Date de convocation : 19 juin 2026

L'An deux mille vingt-six, le 25 juin, à 18h30, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Joachim Moyses, Maire.

Etaient présent·es :

Monsieur Joachim Moyses, Madame Anne-Emilie Ravache, Monsieur Pascal Le Cousin, Madame Léa Pawelski, Madame Murielle Mour, Monsieur David Fontaine, Madame Nicole Auvray, Monsieur Didier Quint, Madame Catherine Olivier, Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Monsieur Ahmed Akkari, Monsieur Mohammed Karabila, Monsieur Edouard Bénard, Madame Marie-Pierre Rodriguez, Madame Florence Boucard, Monsieur José Gonçalves, Monsieur Meziane Khaldi, Madame Laëtitia Le Behec, Monsieur Mathieu Vilela, Monsieur Grégory Leconte, Madame Aube Grandfond-Cassius, Madame Agathe Petit, Madame Carolanne Langlois, Monsieur Robin Durand, Monsieur Johan Quéruel, Madame Alia Cheikh, Monsieur Kotchy Degbeu, Madame Noura Hamiche, Monsieur Hubert Wulfranc.

Etaient excusé·es avec pouvoir :

Monsieur Francis Schilliger donne pouvoir à Madame Carolanne Langlois, Madame Najia Hasna donne pouvoir à Monsieur Pascal Le Cousin, Madame Raja Abidi donne pouvoir à Monsieur Gabriel Moba M'Builu, Madame Khadija Berraho donne pouvoir à Monsieur David Fontaine.

Etaient excusé·es :

Monsieur Abdulaziz Erden, Madame Laetitia Dos Santos.

Secrétaire de séance :

Madame Léa Pawelski

Exposé des motifs :

PPMG : « Moyens généraux »

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a instauré pour les fonctionnaires d'Etat un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (Rifseep).

La ville de Saint-Etienne-du-Rouvray a délibéré le 12 décembre 2024 pour instaurer le Rifseep.

Compte-tenu de ces éléments d'informations, il est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales,
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié,
- Le décret n° 2010-997 modifié du 26 août 2010,
- Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié,
- Le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014,
- L'arrêté ministériel du 27 août 2015 modifié,
- L'arrêté ministériel du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'État,
- Les délibérations n°2019-12-12-34 du Conseil municipal du 19 décembre 2019 et n°2024-12-12-20 du Conseil municipal du 12 décembre 2024 relatives au Rifseep,

Considérant :

- L'avis du Comité social territorial du 16 juin 2026,
- Qu'il convient de modifier l'article 4.2.3 « fossoyeurs et référents collectivité » du règlement relatif au Rifseep en ajoutant les agents en charge de l'élagage,
- Qu'il convient de modifier l'article 4.1.4 b « technicité » du règlement relatif au Rifseep en ajoutant les mots « sécurité sanitaire » pour les agents A4 et A3,
- Qu'il convient de modifier l'annexe 1 « plafonds réglementaires annuels » de l'article VIII du règlement relatif au Rifseep pour intégrer le cadre d'emploi des pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens territoriaux,

Décide :

- De modifier le règlement du Rifseep ci-joint à compter du 1^{er} juillet 2026.

Précise que :

- Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'Unanimité la délibération, par 33 votes pour.

Pour extrait conforme

Monsieur Joachim Moyse

Madame Léa Pawelski

Maire

Secrétaire de séance

Accusé certifié exécutoire

Réception en préfecture : 26/06/2026

Identifiant de télétransmission : 76-217605757-20260625-lmc143679-DE-1-1

Affiché ou notifié le 29 juin 2026



MIEUX VIVRE ENSEMBLE

**Règlement relatif aux modalités d'application
du régime indemnitaire tenant compte des
Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de
l'Engagement Professionnel :**

RIFSEEP

Ville de Saint Etienne du Rouvray et son CCAS

**Conseil municipal du 12 décembre 2024 et du 25
juin 2026**

**Conseil d'administration du 17 décembre 2024 et du
23 juin 2026**

Table des matières

| | | |
|---------------|---|----|
| Article I. | Les bénéficiaires de l'IFSE..... | 3 |
| Article II. | Règles de cumul..... | 4 |
| Article III. | Les modalités d'attribution individuelle..... | 4 |
| Article IV. | L'indemnité de fonctions, de sujétions d'expertise : IFSE..... | 5 |
| 4.1 | La part poste de l'IFSE | 5 |
| 4.1.1 | Les groupes de fonction et plafonds réglementaires..... | 5 |
| 4.1.2 | La valeur de point | 6 |
| 4.1.3 | Une valeur socle | 6 |
| 4.1.4 | Trois critères métiers :..... | 6 |
| 4.2 | Part supplémentaire IFSE Quatrième part : | 7 |
| 4.2.1 | Valorisation différentielle..... | 8 |
| 4.2.2 | Bonus attractivité crèche | 8 |
| 4.2.3 | Fossoyeurs et référents collectivité : | 8 |
| 4.3 | Part supplémentaire IFSE régie | 8 |
| 4.4 | Part supplémentaire IFSE Mandataire sous régisseur..... | 9 |
| 4.5 | Part supplémentaire IFSE départ retraite | 10 |
| 4.6 | La part IFSE expérience professionnelle..... | 10 |
| 4.7 | Part supplémentaire « IFSE fin d'année CCAS»..... | 11 |
| Article V. | Les règles de gestion des parts IFSE | 12 |
| 5.1 | Périodicité de versement de l'IFSE : | 12 |
| 5.2 | Modulation :..... | 12 |
| 5.3 | Evolution de l'IFSE et mobilité interne | 13 |
| 5.3.1 | L'évolution de carrière :..... | 13 |
| 5.3.2 | La nomination après réussite d'un concours ou d'un examen professionnel | 13 |
| 5.3.3 | La mobilité interne..... | 13 |
| 5.3.4 | Retour après disponibilité, détachement, congé parental..... | 14 |
| 5.4 | Transfert primes points des agents contractuels..... | 14 |
| Article VI. | Le complément indemnitaire annuel (CIA) | 14 |
| 6.1 | Les agents éligibles au CIA :..... | 14 |
| 6.2 | Périodicité de versement du CIA..... | 15 |
| Article VII. | Clause de revalorisation | 15 |
| Article VIII. | Annexe 1 : Plafonds réglementaires annuels | 16 |

Article I. Les bénéficiaires de l'IFSE

L'IFSE est attribué :

- Aux agents fonctionnaires stagiaires et titulaires,
- Aux agents titulaires détachés :
 - dans la collectivité,
 - sur emplois fonctionnels,
- Aux agents mis à disposition d'autres structures en respect de la nature du métier occupé et tel que figurant dans la convention signée,
- Aux agents contractuels de droit public en contrat à durée indéterminé,
- Aux agents contractuels de droit public en contrat à durée déterminée recrutés en référence aux articles suivants du code général de la fonction publique :
 - Article L332-8 : Lorsque l'absence de cadre d'emplois ou lorsque les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient,
 - Article L332-14 : Vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire : exclusivement pour les animateurs 32h dont les postes sont créés au tableau des emplois
 - Article L332-24 : Contrat pour mener à bien un projet
 - Article L352-4 : Personnes en situation de handicap en vue d'une titularisation

L'IFSE est attribué pour moitié :

- Aux agents contractuels de droit public en contrat à durée déterminée réunissant les 2 conditions cumulatives suivantes :
 - recrutés en référence à l'article L332-13 du code général de la fonction publique : Remplacement temporaire de fonctionnaires ou agents contractuels momentanément absents sur des emplois permanents
 - avec une ancienneté cumulée de trois mois consécutifs, sans interruption sur les mêmes postes dans la collectivité
- Le droit au versement sera ouvert à compter du mois suivant l'acquisition

Les personnels exclus du RIFSEEP :

- Les agents recrutés dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité ; d'un accroissement saisonnier d'activité; ou dans l'attente d'une procédure de recrutement,
- Aux agents recrutés en qualité de collaborateurs de cabinet.
- Les agents contractuels de droit privé (contrats emplois aidés, apprentis...),
- Les assistantes maternelles,
- Les vacataires.

Les cadres d'emplois concernés :

Le RIFSEEP a vocation à s'appliquer à l'ensemble des cadres d'emploi de la fonction publique territoriale à l'exception de ceux relevant de la filière police municipale qui conservent leurs régimes indemnitaires actuels conformément aux délibérations prises par la collectivité.

Les collaborateurs de cabinet conservent le versement de leurs indemnités actuelles dans la limite fixée par le décret n°87-1004 susvisé.

En l'absence d'intégration au RIFSEEP ou de parution des textes, les cadres d'emplois suivants ne pourront bénéficier du RIFSEEP :

- directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique,
- professeurs territoriaux d'enseignement artistique,
- assistants territoriaux d'enseignement artistique,

Les agents relevant de ces cadres d'emplois continueront donc de percevoir le régime indemnitaire actuel dans l'attente de parution des décrets les concernant.

Pour l'ensemble des agents relevant des cadres d'emplois non concernés ou non intégrés ainsi que pour les collaborateurs de cabinet, les règles de gestion précisées à l'article 5-2) (modulation du régime indemnitaire) s'appliquent à compter du 01/01/2025.

Article II. Règles de cumul

L'arrêté du 27 août 2015 précise, pour la Fonction publique d'état, les règles de cumul du RIFSEEP avec d'autres indemnités :

- indemnité compensant un travail de nuit, de dimanche ou un jour férié
- indemnité d'astreinte et de permanence
- indemnité horaire pour travaux supplémentaires et d'intervention
- indemnité d'enseignement

Le cas échéant, le RIFSEEP est également cumulable avec :

- La prime de responsabilité liée à l'occupation d'un emploi fonctionnel,
- La prime de fin d'année,
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections.

Le RIFSEEP n'est pas cumulable avec l'indemnité pour travaux salissants, incommodants, insalubres et dangereux puisque cette sujétion est incluse dans le régime indemnitaire. La délibération du 15/06/2000 est donc, de ce fait, abrogée.

L'indemnité chaussures et petit équipement est également incluse dans le régime indemnitaire.

La délibération du 21/03/2002 est donc, de ce fait, abrogée.

Article III. Les modalités d'attribution individuelle

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE sera fixé par arrêté notifié à l'agent. Il en sera de même, le cas échéant, au titre du CIA.

Article IV. L'indemnité de fonctions, de sujétions d'expertise : IFSE

4.1 La part poste de l'IFSE

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions exercées.

Son montant est calculé à partir des composantes suivantes :

- a. un groupe de fonction
- b. une valeur de point
- c. une valeur socle
- d. trois critères métiers :
 - a. management/pilotage
 - b. technicité
 - c. pénibilité

4.1.1 Les groupes de fonction et plafonds réglementaires

Pour chaque agent, l'IFSE est déterminée par le groupe de fonction auquel est rattaché le poste qu'il occupe, déconnecté de son grade et de sa filière

4 groupes de fonction en catégorie A :

- A1 : Emplois fonctionnels
- A2 : Encadrement d'une direction ou d'un département
- A3 : Fonctions d'encadrement
- A4 : Fonctions sans encadrement

2 groupes de fonction en catégorie B :

- B1 : Fonctions avec encadrement
- B2 : Fonctions sans encadrement

2 groupes de fonction en catégorie C :

- C1 : Fonctions avec encadrement
- C2 : Fonctions sans encadrement

Les fonctions d'encadrement s'entendent de la responsabilité hiérarchique d'un ou plusieurs agents sur poste permanent (organigramme), ainsi que des directeurs adjoints des activités périscolaires ou centres de loisirs, assurant de manière quotidienne et permanente la gestion d'agents non permanents.

À chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds figurant en annexe 1 de la présente délibération.

Les groupes de fonctions 1 sont réservés aux postes les plus lourds et les plus exigeants.

Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective de travail pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

4.1.2 La valeur de point

Une valeur de point unique a été déterminée : 6.9 euros.

4.1.3 Une valeur socle

Par groupe de fonction, un nombre de point dit « socle » a été défini.

Ce nombre de point est accordé à chaque agent dont le poste appartient au groupe de fonction suivant le tableau ci-dessous :

| | Encadrement: oui/non | Conseil direct aux élus: oui/non | Niveau de diplôme ou de connaissances attendu sur le poste | Exposition aux risques psychosociaux | Total |
|----|---------------------------------|---|---|---|--------------|
| A1 | 95 | 50 | 85 | 5 | 235 |
| A2 | 44 | 25 | 55 | 5 | 129 |
| A3 | 19 | 10 | 40 | 5 | 74 |
| A4 | 0 | 10 | 40 | 5 | 55 |
| B1 | 12 | 0 | 34 | 5 | 51 |
| B2 | 0 | 0 | 34 | 5 | 39 |
| C1 | 9 | 0 | 20 | 5 | 34 |
| C2 | 0 | 0 | 20 | 5 | 25 |

4.1.4 Trois critères métiers :

Trois critères métiers permettent l'attribution de points supplémentaires suivant les définitions retenues ci-dessous :

a. **Management/pilotage**

3 points si au moins un des points suivants est vérifié :

- Encadrant de proximité devant assurer la gestion d'équipe distante (prise de poste à distance entre les agents et l'encadrement de proximité)
- Coordination d'équipe en lieu et place de l'encadrant/ adjoint de l'encadrant/ suppléance de l'encadrant
- Pilotage d'une politique publique contractuelle dont la mention du pilotage est faite au sein de la fiche de poste (Contrat local de santé ou, portage des finances de la ville)
- Encadrement de vacataires de manière permanente, si l'encadrement n'est pas reconnu dans le socle

b. Technicité

| | | |
|------------------|-----------------|---|
| 5 points | C1 et C2 | Métiers nécessitant un niveau de maîtrise informatique (bureautique, logiciels notamment), l'acquisition d'habilitation(s) techniques hors habilitations électriques pour disjoncteur (BS BE manœuvre), ou d'un diplôme ou un niveau d'expérience indispensable avant recrutement |
| 5 points | B1 et B2 | Personne seule sur son activité sans rattachement à une division ou une équipe, ou agent en charge du respect de la sécurité juridique (urbanisme, finances, état civil, élections statut, marchés publics, instances, données informatiques), sécurité technique des bâtiments, ou espaces publics, sécurité alimentaire, sécurité des procédures d'inscription guichet unique, responsabilité d'un pôle éducatif |
| 9 points | A4 et A3 | Personne seule sur son activité sans rattachement à une division ou une équipe, ou agent en charge du respect de la sécurité juridique (urbanisme, finances, état civil, élections, statut, marchés publics, instances, données informatiques), sécurité technique des bâtiments, ou espaces publics, sécurité alimentaire, sécurité des procédures d'inscription guichet unique, responsabilité d'un pôle éducatif, sécurité sanitaire |
| 10 points | A2 | Services ne pouvant être interrompus (notamment ceux relevant d'une obligation du Maire): Organisation des élections, actes d'état civil, d'urbanisme, police, distribution des repas, ressources humaines, finances, système d'information, communication, sécurité technique des bâtiments ou espaces publics, hygiène des locaux |
| 40 points | A1 | = Obligation de continuité par le DG |

c. Pénibilité

5 points si au moins un des points suivants est vérifié :

- Accueil physique de 1er niveau des usagers à titre principal
- Travail en accompagnement des publics dans la résolution des difficultés sociales et / ou prise en charge des publics enfants et jeunes
- Pénibilité physique :
 - Port de charge répété,
 - Gestes répétés,
- Travail en extérieur
- Travail organisé en roulement d'équipe = 24/24 DTP ou gardien CCAS

4.2 Part supplémentaire IFSE Quatrième part :

Cette 4^{ème} part correspond à la volonté de préserver les montants de RIFSEEP détenus par les agents suite à la mise en place du nouveau système en janvier 2025. Cette part répondra également au besoin de valorisation lié à des mesures catégorielles pour certains métiers :

4.2.1 Valorisation différentielle

Dans le cas où l'application du RIFSEEP entrainerait une baisse des montants individuels, le montant indemnitaire mensuel antérieurement perçu par l'agent sera compensé à titre personnel par le versement d'une « part valorisation différentielle »

Cette part sera dégressive en fonction de l'évolution de la part IFSE poste et de l'évolution de la part IFSE expérience professionnelle.

Cette part pourra également être mobilisée dans le cas de changement d'organisation de service souhaité par la collectivité et auquel l'agent est assujéti.

4.2.2 Bonus attractivité crèche

Pour répondre à des difficultés d'attractivité dans le secteur de la petite enfance, la CAF a mis en place un bonus attractivité et demande à ses collectivités partenaires de pouvoir assurer une augmentation pérenne de 100€ nets avant impôt mensuels pour les agents titulaires ou contractuels intervenant auprès d'enfants ou occupant des fonctions de direction qui travaillent dans les établissements d'accueil du jeune enfant.

Par cette délibération, la ville de Saint Etienne du Rouvray met en œuvre cette mesure. Sont ici concernés, par le biais de la part 4, certains personnels de la crèche : les auxiliaires de puéricultures, les éducateurs de jeunes enfants et la responsable de la crèche.

Les assistantes maternelles non concernées par le RIFSEEP sont également soumises à cette mesure catégorielle d'augmentation. Un avenant à leur contrat sera établi.

4.2.3 Fossoyeurs, élagueurs et référents collectivité :

Il est attribué 4 points supplémentaires aux agents en charge d'activités spécifiques nécessitant une technicité/expertise particulière au sein de la collectivité :

- Les agents en charge de l'activité de « fossoyage exhumation » en respect de la réglementation funéraire.
- Les élagueurs.
- les agents reconnus par le biais de leur fiche de poste comme référents pour la collectivité auprès de leur service assurant ainsi la continuité du respect de la réglementation : Comptabilité, Ressources humaines, Unicité, délibérations.

4.3 Part supplémentaire IFSE régie

Aussi, pour prendre en compte cette mission relative à l'exercice des missions de régisseurs titulaires de régie d'avance ou de recette il est décidé d'instituer en complément de la part « IFSE » une part «IFSE régie » suivant les montants définis comme suit :

| RÉGISSEUR D'AVANCES | RÉGISSEUR DE RECETTES | RÉGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES | MONTANT du cautionnement (en euros) | MONTANT de L'IFSE REGIE annuelle (en euros) |
|--|---|--|-------------------------------------|---|
| Montant maximum de l'avance pouvant être consentie | Montant moyen des recettes encaissées mensuellement | Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement | | |
| Jusqu'à 1 220 | Jusqu'à 1 220 | Jusqu'à 2 440 | - | 110 |
| De 1 221 à 3 000 | De 1 221 à 3 000 | De 2 441 à 3 000 | 300 | 110 |
| De 3 001 à 4 600 | De 3 001 à 4 600 | De 3 000 à 4 600 | 460 | 120 |
| De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | De 4 601 à 7 600 | 760 | 140 |
| De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | De 7 601 à 12 200 | 1 220 | 160 |
| De 12 200 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | De 12 201 à 18 000 | 1 800 | 200 |
| De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | De 18 001 à 38 000 | 3 800 | 320 |
| De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | De 38 001 à 53 000 | 4 600 | 410 |
| De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | De 53 001 à 76 000 | 5 300 | 550 |
| De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | De 76 001 à 150 000 | 6 100 | 640 |
| De 150 001 à 300 000 | De 150 001 à 300 000 | De 150 001 à 300 000 | 6 900 | 690 |
| De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | De 300 001 à 760 000 | 7 600 | 820 |
| De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | De 760 001 à 1 500 000 | 8 800 | 1 050 |
| Au-delà de 1 500 000 | Au-delà de 1 500 000 | Au-delà de 1 500 000 | 1 500 par tranche de 1 500 000 | 46 par tranche de de 1 500 000 |

Les bénéficiaires de la part IFSE régie seront les agents assurant la charge effective de la régie, nommés par arrêté régisseurs titulaires.

Les montants de l'IFSE Régie sont versés au mois de mars de chaque année en fonction du montant de la régie constaté sur l'année N-1.

Les montants ainsi définis, sont proratisés au temps de tenue effective de la régie.

Les agents nommés par arrêté régisseurs suppléants ne percevront pas l'IFSE régie.

4.4 Part supplémentaire IFSE Mandataire sous régisseur

La Part supplémentaire « IFSE » : IFSE Mandataire sous-régisseur, pour prendre en compte la mission de mandataire sous-régisseur est attribuée suivant les montants définis comme suit :

| Montant moyen des recettes encaissées mensuellement | Montant de l'IFSE Mandataire sous régisseur annuelle pour un guichet (en euros) | Montant de l'IFSE Mandataire sous régisseur annuelle pour deux guichets (en euros) |
|---|---|--|
| Jusqu'à 1 220 | 50 | 55 |
| De 1 221 à 3 000 | 50 | 55 |
| De 3 001 à 4 600 | 50 | 55 |
| De 4 601 à 7 600 | 60 | 70 |
| De 7 601 à 12 200 | 60 | 70 |
| De 12 200 à 18 000 | 80 | 95 |
| De 18 001 à 38 000 | 80 | 95 |
| De 38 001 à 53 000 | 80 | 95 |
| De 53 001 à 76 000 | 80 | 95 |
| De 76 001 à 150 000 | 300 | 480 |
| De 150 001 à 300 000 | 500 | 500 |
| De 300 001 à 760 000 | 500 | 500 |
| De 760 001 à 1 500 000 | 500 | 500 |

Les bénéficiaires de la part IFSE mandataires sous-régisseur seront les agents assurant la charge effective de cette mission.

Les montants de l'IFSE Mandataire seront versés au mois de mars de chaque année en fonction du montant des recettes encaissées annuellement constaté sur l'année N-1.

4.5 Part supplémentaire IFSE départ retraite

Au titre de la conservation des droits acquis, la collectivité verse, dans le cadre de son régime indemnitaire, une prime de départ à la retraite calculée en référence au montant de la dernière prime de fin d'année effectivement perçue par l'agent au cours des 12 derniers mois précédant son départ, recalculée sans abattement maladie.

Cette prime exceptionnelle sera versée, sur le dernier mois de paye, aux agents en position d'activité au sein de la collectivité qui auront reçu un accord définitif de la caisse de retraite pour leur départ en retraite.

Sont donc exclus de ce versement :

- les agents n'ayant pas perçu de prime de fin d'année au cours des 12 derniers mois précédant leur départ,
- les agents en disponibilité (y compris disponibilité d'office),
- les agents placés à leur demande en position de détachement hors de la collectivité.

4.6 La part IFSE expérience professionnelle

L'expérience est dite professionnelle lorsqu'elle s'exerce régulièrement dans le cadre d'une profession, d'un métier. L'expérience professionnelle est entendue comme la connaissance acquise par la pratique, le temps passé sur un poste qui met à l'épreuve l'agent qui doit s'approprier sa situation de travail par l'acquisition volontaire de compétences.

L'IFSE expérience professionnelle fera l'objet d'un réexamen tous les 4 ans, en l'absence de changement de groupe de fonction pour tenir compte des efforts de spécialisation dans un domaine.

Les 4 ans devront être atteints au 31 décembre de l'année N-1 pour qu'une revalorisation soit envisagée à hauteur de :

- 4% de la part IFSE poste pour les agents des groupes de fonction de catégorie C
- 3% de la part IFSE poste pour les agents des groupes de fonction de catégorie B
- 2% de la part IFSE poste pour les agents des groupes de fonction de catégorie A

Un avis sera demandé au Responsable de département pour les agents concernés courant octobre N-1, puis à la direction générale et à la première adjointe en charge du personnel.

Les critères suivants pourront servir d'indicateurs :

- La capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit son ancienneté pour la transmission de savoirs à autrui,
- La mobilisation réelle de savoirs, savoir-faire, savoir être,
- L'élargissement des compétences et approfondissement des savoirs par le biais de la formation.

Par principe, il est possible de penser que ces éléments seront certainement réunis après 4 ans sur un même poste. Dans le cas contraire, un avis défavorable motivé devra être formulé.

Le réexamen n'emportera donc pas revalorisation automatique.

La mise à jour du montant de l'IFSE de l'agent sera opérée au 1^{er} janvier suivant l'acquisition des 4 ans justifiant l'examen de l'expérience professionnelle.

4.7 Part supplémentaire « IFSE fin d'année CCAS »

Cette part s'applique uniquement aux agents recrutés par l'employeur CCAS. Ne sont pas concernés les agents ville mis à disposition du CCAS.

Le CCAS verse, dans le cadre de son régime indemnitaire, une prime de fin d'année au mois de novembre avec déduction de l'acompte de 76.22 euros versé en juin. Le versement en cours d'année pourra exceptionnellement intervenir en cas de départ de l'agent.

Cette part IFSE est calculée en fonction de la valeur du point d'octobre N, sur l'indice de l'agent de novembre suivant les modalités suivantes :

- pour les agents relevant du régime spécial : (traitement de base + indemnité de résidence) x 86,24 %
- pour les agents relevant du régime général : (traitement de base + indemnité de résidence) x 93,30 %

L'IFSE fin d'année est versée au prorata de la présence effective.

Ne portent pas abatement : Les congés maternité, les accidents du travail, les maladies professionnelles, les congés de longue durée et longue maladie, les jours d'hospitalisation effectifs (à compter du premier jour suivant le retour au domicile, le régime applicable sera celui de la maladie ordinaire).

Les abattements :

Nombre de jours de maladie Du 01/11/n-1 au 31/10/n

Abattement
 0 à 30 0
 31 à 60 1/24ème
 61 à 90 2/24ème
 91 à 120 3/24ème
 121 à 150 4/24ème
 151 à 180 5/24ème
 181 à 210 6/24ème
 211 à 240 7/24ème
 241 à 270 8/24ème
 271 à 300 9/24ème
 301 à 330 10/24ème
 331 à 365 11/24ème

Abattements pour sanction : 1/20ème pour une période de 7 jours.

Article V. Les règles de gestion des parts IFSE

5.1 Périodicité de versement de l'IFSE :

La part poste de l'IFSE, l'IFSE quatrième part et l'IFSE expérience professionnelle sont versées mensuellement.

L'IFSE régie et sous régie sont versées au mois de mars de l'année N+1.

L'IFSE départ retraite est versée lors de de la mise à la retraite de l'agent.

5.2 Modulation :

Le montant de l'IFSE (ou du régime indemnitaire) est attaché à la réalité d'exécution du service.

Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE (ou du régime indemnitaire) seront fonction des motifs de congés et d'absence de la manière suivante :

| MODALITÉS DE MAINTIEN OU DE SUSPENSION DE L'IFSE | |
|--|--|
| Maladie ordinaire | Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement |
| Maternité, adoption, paternité | Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement |
| Congé pour invalidité imputable au service CITIS – Accident de travail / maladie professionnelle | Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement |
| Congé Grave maladie | Suspendue (sauf application rétroactive *) |
| Congé Longue maladie | Suspendue (sauf application rétroactive *) |
| Congé Longue Durée | Suspendue (sauf application rétroactive *) |
| Temps partiel Thérapeutique | Maintenue dans les mêmes proportions que le traitement |

| | |
|---|-----------|
| Maintien à demi traitement à la fin des droits statutaires en attente de décision et disponibilité d'office | Suspendue |
| Congés annuels et autorisation spéciale d'absence (y compris les enfants malades) | Maintenue |

* L'agent perd le bénéfice de son régime indemnitaire à compter de la date de décision du Conseil médical de placement en congé de grave maladie, CLM ou CLD (article 2 du décret n° 2010-997).

Le montant de l'IFSE (ou du régime indemnitaire) sera proratisé en fonction du temps de travail effectif de l'agent, notamment en cas de temps partiel (hors temps partiel thérapeutique) ou de temps non complet.

L'ensemble de ces modulations sont réalisées avec un mois de décalage (ex : arrêt de travail de janvier pris en compte sur la paye de février).

5.3 Evolution de l'IFSE et mobilité interne

5.3.1 L'évolution de carrière :

L'agent perçoit une IFSE en cohérence avec sa fiche de poste et le groupe de fonction auquel son poste appartient.

Toute évolution de carrière (avancement de grade ou promotion interne) qui n'induit pas de changement de poste est sans effet sur le montant de l'IFSE.

Toute évolution de carrière (avancement de grade ou promotion interne) qui est liée à une évolution du poste par mobilité interne ou nouvelle évolution du poste occupé au regard des besoins du service (après avis du CST et modification de la fiche de poste), conduit à un réexamen de l'IFSE.

5.3.2 La nomination après réussite d'un concours ou d'un examen professionnel

L'agent perçoit une IFSE en cohérence avec sa fiche de poste à la date de la nomination après réussite d'un concours ou d'un examen professionnel. Cette nomination est sans effet sur le montant de l'IFSE.

5.3.3 La mobilité interne

- *Mobilité sur un poste à niveau d'IFSE supérieur ou égal*
L'agent perçoit le montant de l'IFSE du poste sur lequel il a postulé.
- *Mobilité sur un poste à niveau d'IFSE inférieur*
 - Evolution de l'IFSE dans le cadre d'une mobilité à l'initiative de l'agent :
L'agent perçoit le montant de l'IFSE du poste sur lequel il a postulé.
Le cas échéant, l'agent perd sa part IFSE « valorisation différentielle. »
 - Evolution de l'IFSE dans le cadre d'une réorganisation de service :
Afin de prendre en considération le fait que la situation résulte d'une décision externe à l'agent, l'agent bénéficie du maintien de son niveau antérieur d'IFSE
Ce maintien sera effectué par le biais de la part valorisation différentielle. Il

sera dégressif en fonction de l'évolution de la part poste et de l'évolution de la part expérience professionnelle.

- Evolution de l'IFSE dans le cadre d'un reclassement :
Pendant la période de préparation au reclassement, l'agent conserve le maintien de son régime indemnitaire antérieur.
Si l'agent se positionne ou est positionné sur un poste permanent, l'agent perçoit le montant de l'IFSE du poste qu'il va occuper. Le cas échéant, l'agent perd sa part IFSE « valorisation différentielle. »

Evolution de l'IFSE dans le cadre d'un changement d'affectation suite à une inaptitude au poste : Si l'agent se positionne ou est positionné sur un poste permanent, l'agent perçoit le montant de l'IFSE du poste qu'il va occuper. Le cas échéant, l'agent perd sa part IFSE « valorisation différentielle. »

5.3.4 Retour après disponibilité, détachement, congé parental...

Dans l'hypothèse où le poste occupé par l'agent au moment de son départ n'est plus vacant, l'agent ne conserve aucun droit à un maintien des primes telles qu'attribuées avant sa disponibilité,

5.4 Transfert primes points des agents contractuels

La délibération du 13 octobre 2016 qui instaure un dispositif de transfert primes points pour les agents contractuels de droit public est abrogée.

Article VI. Le complément indemnitaire annuel (CIA)

L'article 4 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dispose « Un complément indemnitaire annuel (C.I.A.) peut être versé aux fonctionnaires et agents contractuels relevant des cadres d'emplois éligibles au nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.).

L'instauration du complément indemnitaire annuel (CIA) est obligatoire ».

Son versement, en revanche, n'est pas automatique et dépend de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciés au moment de l'évaluation annuelle.

La collectivité propose d'attribuer le CIA applicable à l'ensemble des groupes de fonctions, sur la base d'une enveloppe définie annuellement

6.1 Les agents éligibles au CIA :

- Les agents sortis de la collectivité (retraite, mutation...) présents au cours de l'année au titre de laquelle le CIA est versé ne sont pas éligibles au CIA,
- Les agents titulaires, stagiaires et les agents contractuels de droit public bénéficiaires de l'IFSE sont éligibles au CIA, sauf les agents remplaçants.

Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet et pour les agents exerçant à temps partiel ou à temps non complet pour une quotité supérieure à 50%.

Pour une quotité inférieure l'agent ne pourra bénéficier du CIA.

L'attribution individuelle du CIA est décidée par l'autorité territoriale.

Le versement du CIA qui serait éventuellement attribué au titre d'une année donnée n'est pas reconductible d'une année sur l'autre.

A ce jour, le montant du CIA est fixé à hauteur de 10€ brut par agent.

Le montant et les modalités d'attribution du CIA seront susceptibles d'évolution, à l'avenir, par le biais d'une nouvelle délibération.

6.2 Périodicité de versement du CIA

Un avis sera demandé au Responsable de département pour les agents concernés au cours de l'année N-1, puis à la direction générale et à la première adjointe.

L'avis défavorable devra être motivé et en rapport avec l'appréciation de la valeur professionnelle formulée dans l'évaluation professionnelle annuelle (EPA).

Le montant du CIA éventuellement attribué au titre d'une année donnée sera versé en une fois, au mois de janvier de l'année n+1.

Le CIA ne sera pas modulé en fonction de l'absentéisme de l'agent.

Le CIA a vocation à être attribué aux agents qui ont effectivement exercé leurs fonctions pendant un temps suffisant au cours de l'année de référence pour que l'autorité hiérarchique soit à même d'apprécier leur engagement et leur manière de servir. De ce fait l'agent absent l'année civile complète ne pourra se voir attribuer le versement du CIA.

Article VII. Clause de revalorisation

Les plafonds de l'IFSE et du CIA tels que définis en annexes 1 de la présente délibération seront automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur applicables aux fonctionnaires d'État.

Article VIII. Annexe 1 : Plafonds réglementaires annuels

| Filières | Cadres d'emplois | Arrêtés de transposition | Groupes de fonctions | Plafonds annuels IFSE | | Plafonds annuels CIA | Plafonds annuels RIFSEEP | | |
|---------------------|-------------------------|--|---|-----------------------|--------------|----------------------|--------------------------|--------------|----------|
| | | | | Agents non logés | Agents logés | | Agents non logés | Agents logés | |
| Administrative | Attachés | Attachés d'administration de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 3 juin 2015 Effet : 1er janvier 2016 | A1 | 36 210 € | 22 310 € | 6 390 € | 42 600 € | 28 700 € | |
| | | | A2 | 32 130 € | 17 205 € | 5 670 € | 37 800 € | 22 875 € | |
| | | | A3 | 25 500 € | 14 320 € | 4 500 € | 30 000 € | 18 820 € | |
| | | | A4 | 20 400 € | 11 160 € | 3 600 € | 24 000 € | 14 760 € | |
| | Rédacteurs | Secrétaires administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 19 mars 2015 Effet : 1er janvier 2016 | B1 | 17 480 € | 8 030 € | 2 380 € | 19 860 € | 10 410 € | |
| | | | B2 | 16 015 € | 7 220 € | 2 185 € | 18 200 € | 9 405 € | |
| | Adjoints administratifs | Adjoints administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 20 mai 2014 Effet : 1er janvier 2016 | C1 | 11 340 € | 7 090 € | 1 260 € | 12 600 € | 8 350 € | |
| | | | C2 | 10 800 € | 6 750 € | 1 200 € | 12 000 € | 7 950 € | |
| | Technique | Ingénieurs | Ingénieurs des travaux publics de l'Etat Arrêté du 5 novembre 2021 Effet : 1er janvier 2021 | A1 | 46 920 € | 32 850 € | 8 280 € | 55 200 € | 41 130 € |
| | | | | A2 | 40 290 € | 28 200 € | 7 110 € | 47 400 € | 35 310 € |
| A3 | | | | 36 000 € | 25 190 € | 6 350 € | 42 350 € | 31 540 € | |
| A4 | | | | 31 450 € | 22 015 € | 5 550 € | 37 000 € | 27 565 € | |
| Techniciens | | Techniciens supérieurs du développement durable Arrêté du 5 novembre 2021 Effet : 1er janvier 2021 | B1 | 19 660 € | 13 760 € | 2 680 € | 22 340 € | 16 440 € | |
| | | | B2 | 18 580 € | 13 005 € | 2 535 € | 21 115 € | 15 540 € | |
| Agents de maîtrise | | Adjoints techniques des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 28 avril 2015 Effet : 1er janvier 2017 | C1 | 11 340 € | 7 090 € | 1 260 € | 12 600 € | 8 350 € | |
| | | | C2 | 10 800 € | 6 750 € | 1 200 € | 12 000 € | 7 950 € | |
| Adjoints techniques | | Adjoints techniques des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 28 avril 2015 Effet : 1er janvier 2017 | C1 | 11 340 € | 7 090 € | 1 260 € | 12 600 € | 8 350 € | |
| | | | C2 | 10 800 € | 6 750 € | 1 200 € | 12 000 € | 7 950 € | |

| | | | | | | | | |
|----------------|---|--|----|----------|----------|---------|----------|----------|
| Culturelle | Attachés de conservation du patrimoine | Bibliothécaires Arrêté du 14 mai 2018 Effet : 27 mai 2018 | A2 | 29 750 € | 29 750 € | 5 250 € | 35 000 € | 35 000 € |
| | | | A3 | 27 200 € | 27 200 € | 4 800 € | 32 000 € | 32 000 € |
| | | | A4 | 27 200 € | 27 200 € | 4 800 € | 32 000 € | 32 000 € |
| | Bibliothécaires | Bibliothécaires Arrêté du 14 mai 2018 Effet : 27 mai 2018 | A2 | 29 750 € | 29 750 € | 5 250 € | 35 000 € | 35 000 € |
| | | | A3 | 27 200 € | 27 200 € | 4 800 € | 32 000 € | 32 000 € |
| | | | A4 | 27 200 € | 27 200 € | 4 800 € | 32 000 € | 32 000 € |
| | Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques | Bibliothécaires assistants spécialisés Arrêté du 14 mai 2018 Effet : 27 mai 2018 | B1 | 16 720 € | 16 720 € | 2 280 € | 19 000 € | 19 000 € |
| | | | B2 | 14 960 € | 14 960 € | 2 040 € | 17 000 € | 17 000 € |
| | Adjoints du patrimoine | Adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture Arrêté du 30 décembre 2016 Effet : 1er janvier 2017 | C1 | 11 340 € | 7 090 € | 1 260 € | 12 600 € | 8 350 € |
| | | | C2 | 10 800 € | 6 750 € | 1 200 € | 12 000 € | 7 950 € |
| Médico-sociale | Médecins | Médecins inspecteurs de santé publique Arrêté du 13 juillet 2018 Effet : 1er juillet 2017 | A1 | 43 180 € | 43 180 € | 7 620 € | 50 800 € | 50 800 € |
| | | | A2 | 38 250 € | 38 250 € | 6 750 € | 45 000 € | 45 000 € |
| | | | A3 | 29 495 € | 29 495 € | 5 205 € | 34 700 € | 34 700 € |
| | | | A4 | 29 495 € | 29 495 € | 5 205 € | 34 700 € | 34 700 € |
| | Cadres de santé paramédicaux | Equivalence provisoire : Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 23 décembre 2019 Effet : 1er mars 2020 | A2 | 25 500 € | 25 500 € | 4 500 € | 30 000 € | 30 000 € |
| | | | A3 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € |
| | | | A4 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € |
| | Cadres de santé : Infirmiers et techniciens paramédicaux | Equivalence provisoire : Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 23 décembre 2019 Effet : 1er mars 2020 | A2 | 25 500 € | 25 500 € | 4 500 € | 30 000 € | 30 000 € |
| | | | A3 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € |
| | | | A4 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € |
| | Sages-femmes | Equivalence provisoire : Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (services | A2 | 25 500 € | 25 500 € | 4 500 € | 30 000 € | 30 000 € |
| | | | A3 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € |
| | | | A4 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € |

| | | | | | | | | |
|--|--|--|----------|----------|---------|----------|----------|--|
| | | déconcentrés) Arrêté du 23 décembre 2019 Effet : 1er mars 2020 | | | | | | |
| Puéricultrices cadres de santé | Equivalence provisoire : Conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 23 décembre 2019 Effet : 1er mars 2020 | A2 | 25 500 € | 25 500 € | 4 500 € | 30 000 € | 30 000 € | |
| | | A3 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € | |
| | | A4 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € | |
| Psychologues | Psychologues des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse (devenu le corps des psychologues du ministère de la justice) Arrêté du 8 mars 2022 Effet : 1er janvier 2022 | A2 | 25 500 € | 25 500 € | 4 500 € | 30 000 € | 30 000 € | |
| | | A3 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € | |
| | | A4 | 20 400 € | 20 400 € | 3 600 € | 24 000 € | 24 000 € | |
| Puéricultrices | Equivalence provisoire : Assistants de service social des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 23 décembre 2019 Effet : 1er mars 2020 | A2 | 19 480 € | 19 480 € | 3 440 € | 22 920 € | 22 920 € | |
| | | A3 | 15 300 € | 15 300 € | 2 700 € | 18 000 € | 18 000 € | |
| | | A4 | 15 300 € | 15 300 € | 2 700 € | 18 000 € | 18 000 € | |
| Pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens territoriaux | Équivalence provisoire : Assistants de service social des administrations de l'État (services déconcentrés) Arrêté du 23 décembre 2019 Effet : 1er octobre 2020 | A3 | 19 480 € | 19 480 € | 3 440 € | 22 920 € | 22 920 € | |
| | | A4 | 15 300 € | 15 300 € | 2 700 € | 18 000 € | 18 000 € | |
| Infirmiers en soins généraux | Equivalence provisoire : Assistants de | A2 | 19 480 € | 19 480 € | 3 440 € | 22 920 € | 22 920 € | |

| | | | | | | | | |
|---------|------------------------------|---|----|----------|----------|---------|----------|----------|
| | | service social des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 23 décembre 2019 Effet : 1er mars 2020 | A3 | 15 300 € | 15 300 € | 2 700 € | 18 000 € | 18 000 € |
| | | | A4 | 15 300 € | 15 300 € | 2 700 € | 18 000 € | 18 000 € |
| | Infirmiers | Equivalence provisoire : Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat Arrêté du 31 mai 2016 Effet : 1er mars 2020 | A2 | 9 000 € | 5 150 € | 1 230 € | 10 230 € | 6 380 € |
| | | | A3 | 8 010 € | 4 860 € | 1 090 € | 9 100 € | 5 950 € |
| | | | A4 | 8 010 € | 4 860 € | 1 090 € | 9 100 € | 5 950 € |
| | Auxiliaires de puériculture | Equivalence provisoire : Infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat Arrêté du 31 mai 2016 Effet : 1er janvier 2022 | B1 | 9 000 € | 5 150 € | 1 230 € | 10 230 € | 6 380 € |
| | | | B2 | 8 010 € | 4 860 € | 1 090 € | 9 100 € | 5 950 € |
| Sociale | Assistants socio éducatifs | Assistants de service social des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 23 décembre 2019 Effet : 1er janvier 2020 | A2 | 19 480 € | 19 480 € | 3 440 € | 22 920 € | 22 920 € |
| | | | A3 | 15 300 € | 15 300 € | 2 700 € | 18 000 € | 18 000 € |
| | | | A4 | 15 300 € | 15 300 € | 2 700 € | 18 000 € | 18 000 € |
| | Éducateurs de jeunes enfants | Equivalence provisoire : Educateurs de la protection judiciaire de la jeunesse Arrêté du 17 décembre 2018 Effet : 1er mars 2020 | A2 | 14 000 € | 14 000 € | 1 680 € | 15 680 € | 15 680 € |
| | | | A3 | 13 500 € | 13 500 € | 1 620 € | 15 120 € | 15 120 € |
| | | | A4 | 13 000 € | 13 000 € | 1 560 € | 14 560 € | 14 560 € |
| | ATSEM | Adjoints administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 20 mai 2014 Effet : 1er janvier 2016 | C1 | 11 340 € | 7 090 € | 1 260 € | 12 600 € | 8 350 € |
| | | | C2 | 10 800 € | 6 750 € | 1 200 € | 12 000 € | 7 950 € |
| | Agents sociaux | Adjoints administratifs des administrations de l'Etat | C1 | 11 340 € | 7 090 € | 1 260 € | 12 600 € | 8 350 € |

| | | | | | | | | |
|--------------------|---|--|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| | | (services déconcentrés) Arrêté du 20 mai 2014 Effet : 1er janvier 2016 | C2 | 10 800 € | 6 750 € | 1 200 € | 12 000 € | 7 950 € |
| Sportive | Conservateurs des APS | Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse Arrêté du 5 octobre 2023 Effet : 1er janvier 2023 | A2 | 28 800 € | 28 800 € | 5 082 € | 33 882 € | 33 882 € |
| | | | A3 | 23 000 € | 23 000 € | 4 058 € | 27 058 € | 27 058 € |
| | | | A4 | 23 000 € | 23 000 € | 4 058 € | 27 058 € | 27 058 € |
| | Educatrices des APS | Secrétaires administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 19 mars 2015 Effet : 1er mars 2020 | B1 | 17 480 € | 8 030 € | 2 380 € | 19 860 € | 10 410 € |
| | | | B2 | 16 015 € | 7 220 € | 2 185 € | 18 200 € | 9 405 € |
| Opérateurs des APS | Adjoints administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 20 mai 2014 Effet : 27 mai 2018 | C1 | 11 340 € | 7 090 € | 1 260 € | 12 600 € | 8 350 € | |
| | | | C2 | 10 800 € | 6 750 € | 1 200 € | 12 000 € | 7 950 € |
| Animation | Animateurs | Secrétaires administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 19 mars 2015 Effet : 1er janvier 2016 | B1 | 17 480 € | 8 030 € | 2 380 € | 19 860 € | 10 410 € |
| | | | B2 | 16 015 € | 7 220 € | 2 185 € | 18 200 € | 9 405 € |
| | Adjoint d'animation | Adjoints administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 20 mai 2014 Effet : 1er janvier 2016 | C1 | 11 340 € | 7 090 € | 1 260 € | 12 600 € | 8 350 € |
| | | | C2 | 10 800 € | 6 750 € | 1 200 € | 12 000 € | 7 950 € |